Le Canada militaire dans un monde en transition

Claude Manzagol et Michel Fortmann

Volume 34, numéro 93, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022126ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022126ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Manzagol, C. & Fortmann, M. (1990). Le Canada militaire dans un monde en transition. *Cahiers de géographie du Québec*, 34(93), 277–278.
<https://doi.org/10.7202/022126ar>

LE CANADA MILITAIRE DANS UN MONDE EN TRANSITION

Si la fameuse formule «la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre» relevait de la provocation, elle avait le singulier mérite de rappeler que la géographie entretient avec la chose militaire des rapports complexes ambigus et souvent occultés. Mais dans les études des géographes comme dans les préoccupations des militaires, l'importance de l'espace à diverses échelles et la valeur du territoire sont depuis longtemps prises en compte. «Pré carré» et frontières naturelles, fondements matériels de la puissance, lignes de défense, glacis et défilements: la géographie est de toute évidence un savoir stratégique. Il n'est pas étonnant qu'elle ait figuré en bonne place dans les concours et les programmes des écoles militaires. Géographes et officiers ont usé du même outil, la carte dite d'état-major. Or c'est un fait que la géographie canadienne a été pratiquement muette sur les problèmes militaires et les questions de sécurité. Il ne faut pas s'en surprendre, écrit Paul Claval: les thèmes de la géographie militaire traditionnelle ne faisaient pas sens au Canada, en situation d'abri entre banquise et océans, dès lors que sa frontière méridionale était assurée.

Aujourd'hui encore, l'institution militaire tient une place modeste dans ce vaste pays. Les effectifs des Forces armées se chiffrent à 85 000, les employés civils et militaires de la Défense comptent pour moins de 1% de la population active. Les dépenses militaires ne dépassent guère 2% du PIB: c'est deux à trois fois moins que dans les principaux pays industrialisés. L'impact spatial et économique du fait militaire est donc limité.

Les changements techniques et la convergence spatio-temporelle ont fait disparaître la protection que la distance conférait au Canada. L'intérêt des géographes n'a pas été ravivé, constate encore Paul Claval, par l'affirmation manifeste de la valeur stratégique du territoire canadien au XX^e siècle. Force de la tradition? Paul Létourneau propose ici une introduction à la problématique géostratégique du Canada et montre l'importance vitale qu'il revêt, notamment par sa façade arctique, pour les deux superpuissances depuis un bon demi-siècle. L'importance stratégique du Nord fluctue: primordiale avec l'avènement du bombardier stratégique, elle s'estompe au temps des missiles balistiques intercontinentaux pour s'affirmer de nouveau depuis dix ans avec les défenses anti-missiles. «Il n'y a pas de déterminisme absolu: la position géographique n'explique pas tout» (Claval). C'est ce qu'illustre d'une autre manière J. Sokolsky: bien qu'il soit pourvu d'une immense frontière sur trois océans, le Canada, compte tenu de ses missions au sein de l'OTAN, a constamment orienté sa flotte vers la surveillance et la défense de l'Atlantique Nord.

Un des thèmes fondamentaux de la recherche contemporaine sur le fait militaire est la mesure des impacts des crédits militaires. Les géographes américains ont montré les effets de l'importance de la recherche et développement (R & D) militaire sur l'appareil industriel. A. Markusen, entre autres, a souligné l'étroite corrélation qui existait entre la répartition des crédits militaires et la localisation des nouveaux espaces industriels. L'implantation des bases militaires est une autre composante de l'action d'un État fédéral théoriquement dépourvu de politique spatiale. L'État fédéral canadien ne dispose pas des mêmes moyens. Les effets de ses interventions et de ses choix, infiniment moins spectaculaires, ne sont cependant pas négligeables, écrivent Y. Bélanger et P. Fournier; 70 % de la R & D militaire est concentrée dans trois aires métropolitaines: Montréal, Toronto et surtout Ottawa. L'État

fédéral utilise les dépenses militaires comme un instrument de politique industrielle et de développement régional. Cela s'accompagne de spécialisations régionales, d'inégalités et de revendications des provinces qui réclament leur «juste part». Autre enjeu, les bases militaires ont un impact économique local très évident, comme l'illustre J. Dufour à propos de Bagotville et de Goose Bay. C'est à une tout autre échelle qu'il faut situer la restructuration en cours de l'appareil de fabrications militaires: Y. Bélanger et P. Fournier évaluent les effets de la continentalisation qui ne va pas sans contradictions pour le Canada. Comment par exemple affirmer des réticences sur l'Initiative stratégique de défense et bénéficier d'éventuelles retombées technologiques et industrielles? L'alliance avec le puissant voisin est riche de paradoxes: associé aux États-Unis dans la surveillance et la défense du Nord, le Canada s'oppose à eux dans l'affirmation de sa souveraineté (passage du Nord-Ouest).

En cette fin de siècle, la modification des sensibilités, les bouleversements économiques et géopolitiques, les changements de rapports de forces annoncent une évolution des thématiques de la géographie militaire:

- pour n'être pas nouveaux, les mouvements pacifistes ne sauraient être tenus pour négligeables (protestations autour des essais du missile *Cruise* en Alberta);
- les mouvements écologistes attirent l'attention sur les effets environnementaux des bases militaires. J. Dufour montre ainsi comment le projet d'expansion de la base de Goose Bay se heurte à l'opposition des groupes environnementaux et des autochtones qui y voient une violation de leur territoire;
- le déficit budgétaire croissant des gouvernements canadien et américain provoque des coupes sombres dont les effets sont déjà sensibles: abandon du programme de sous-marins nucléaires, fermeture des bases de Montréal-Longue Pointe et de Toronto. Ce sont des chantiers navals en péril, des communautés locales privées de leur support économique, des usines à réorienter, etc.;
- le dégel accéléré dans les relations Ouest-Est et les bouleversements en Europe de l'Est appellent vraisemblablement à une réévaluation des missions de l'OTAN et pèsent déjà sur l'évolution des budgets militaires.

Il serait utopique de céder à l'euphorie: la géographie militaire n'est pas encore promise au musée. Mais ses préoccupations seront en partie différentes: replis, réaffectations, redéploiement, conversions industrielles sont déjà à l'ordre du jour. La réévaluation prochaine du Livre blanc sur la Défense de 1987 — périmé avant d'être mis en application — donnera une bonne idée des changements de cap au Canada.

Claude MANZAGOL
Département de géographie
Université de Montréal

et

Michel FORTMANN
Département de science politique
Université de Montréal